

APRÈS LE BREXIT, APRÈS TRUMP À QUI LE TOUR ?

Avec l'élection du milliardaire à la présidence des Etats-Unis, les perdants de la mondialisation, noyau fort de son électorat, s'érigent en « faiseurs de rois ». Le feu vert au Brexit a montré que le même mouvement touche l'Europe. Sacrera-t-il demain une Marine Le Pen ?

PAR GÉRALD PAPY

Les « petits Blancs », la « majorité silencieuse », la « France périphérique »... : plusieurs dénominations pour décrire une réalité unique mise spectaculairement en exergue par l'élection à la présidence de la première puissance mondiale du milliardaire Donald Trump. Quel est le point commun entre ceux qui ont porté au pouvoir la gauche radicale de Syriza en Grèce, ceux qui ont forcé le Royaume-Uni au Brexit, ceux qui ont rejeté l'accord de paix avec les Farc en Colombie et ceux qui ont propulsé un « bateleur de télé-réalité » à la Maison-Blanche ? Ils nourrissent une même méfiance à l'encontre de l'establishment, une même aversion à l'égard des organisations supranationales, un même rejet de la mondialisation débridée. Ne voir là que des épiphénomènes justifiés par des contextes spécifiques serait une erreur. Nous assistons bien à un mouvement de fond qui touche tous les pays développés, une révolte contre les élites qui a déjà germé en Europe et qui risque, si on n'y prend garde, de provoquer un autre séisme, l'accession à la présidence de la « patrie des droits de l'homme », au printemps prochain ou dans cinq ans, de Marine Le Pen. →

→ L'électorat des déclassés

« Quand vous ne bénéficiez d'aucune retombée de la croissance durant trente-cinq ans, vous avez le sentiment d'être un laissé-pour-compte de l'économie. Il vous est difficile de croire que les hommes politiques font quelque chose pour vous », observe l'économiste Gabriel Zucman, professeur à l'université de Californie à Berkeley, dans l'hebdomadaire *L*. « Si l'on prend le cas des seuls salariés (américains) blancs, le revenu médian du travailleur est aujourd'hui de 35 000 dollars par an. Il était exactement au même niveau en 1960 ! Là réside la source de leur "rage". Ces gens n'ont rien à perdre à "tenter autre chose".

Ce phénomène a contribué au succès de Trump. Si ces personnes avaient bénéficié d'une croissance de 1,5% ou 2% pendant toutes ces années, on n'en serait pas là ». Christophe Guilluy, le géographe français qui a mis en évidence le déclassement de la France périphérique, ne dit pas autre chose quand il assène que « depuis trente ans, les ouvriers, les employés, les petits... subissent concrètement la précarisation. C'était vrai pour eux, c'est vrai maintenant pour leurs enfants (*lire son interview page 38*) ».

Ainsi, alors qu'on imaginait que la bonne santé apparente de l'économie américaine à l'issue du second mandat de Barack Obama mettait le Parti démocrate et sa candidate Hillary Clinton à l'abri du reproche de mauvaise gouvernance, on a perdu de vue que cette croissance n'avait pas réparti équitablement ses dividendes et que les inégalités s'étaient encore creusées aux Etats-Unis. Au-delà des traditionnels clivages entre démocrates et républicains, entre gauche et droite, une fracture nouvelle oriente désormais le vote des électeurs. Elle distingue les bénéficiaires et les perdants de la mondialisation, ces travailleurs victimes qui des progrès permis par les nouvelles technologies, qui des délocalisations dans une économie globalisée.

Donald Trump a puisé dans cette Amérique déçue les bataillons de ses électeurs : 78% de ceux qui pensent que la situation économique a empiré en quatre ans, 65% de ceux qui estiment que la mondialisation a aggravé le chômage, 67% des Blancs non diplômés... La moindre

**« Une fracture nouvelle
entre bénéficiaires
et perdants
de la mondialisation
oriente désormais
le vote des électeurs »**

mobilisation qu'espérée des Hispaniques, des Afro-Américains et des femmes derrière Hillary Clinton a fait le reste.

Les élites clashées

A côté de la mondialisation débridée, la tyrannie de l'establishment de Washington fut la deuxième cible privilégiée du candidat Donald Trump dans sa course aux voix. Le thème fut d'autant plus payant qu'à contrario, Hillary Clinton ne parvint jamais à se dépêtrer du soupçon de collusion avec les lobbies qui prospèrent dans la capitale et avec les milieux financiers maîtres de Wall Street. La lutte contre la superstructure politique qui assaille d'obligations administratives, qui étouffe les initiatives, qui cède facilement aux revendications des lobbys en tous genres reçut un écho hors norme, fruit d'une longue exacerbation, de la part des électeurs qui ont porté Donald Trump à la victoire. Le phénomène est aisément duplicable en Europe, où Washington peut prendre le visage de la Commission européenne ou de l'Élysée et des ministères parisiens. L'« affaire José Manuel Barroso », passé de la présidence de la Commission à la banque Goldman Sachs, ou la fraude fiscale du ministre français du... Budget, Jérôme Cahuzac, en sont les implacables témoins.

« Cette situation (oligarchique) a eu des effets catastrophiques sur la démocratie », regrette le linguiste et professeur à l'université Rome III, Raffaele Simone, dans son dernier ouvrage *Si la démocratie fait faillite* (Gallimard, 272 p.). « Régime transparent et "sans chef", la démocratie se révèle au contraire gouvernée par de nombreux chefs et groupes, dont beaucoup opèrent à l'abri de tout contrôle démocratique. Bref, les citoyens votent, les oligarchies gouvernent. » Et à un certain moment, les électeurs se rebellent. « Les élites politiques forment un cartel. Et l'Union européenne est un cartel dans un cartel. C'est donc le paradis pour les politiciens », résume au Vif/L'Express l'historien et essayiste néerlandais Thierry Baudet.

« Le contrôle de l'immigration et la stabilité du Moyen-Orient ne sont pas des revendications de "victimes" »

Thierry Baudet,
historien néerlandais

→ Pas seulement des victimes

L'auteur de *Indispensables frontières* (éd. du Toucan, 2015, 592 p.) ne se satisfait cependant pas de ne voir que des « victimes » de la mondialisation et des élites dans les électeurs de Donald Trump ou de Marine Le Pen. « Il s'agit surtout de gens qui veulent un gouvernement responsable, qui se préoccupe de leurs problèmes et de leurs aspirations », insiste-t-il. « Le contrôle de l'immigration et la stabilité au Moyen-Orient ne sont pas seulement des revendications de "victimes" mais de tous les êtres sensibles qui constatent à quel point l'ouverture des frontières et les changements néoconservateurs de l'Amérique ont eu des conséquences néfastes ». « Cette politique, renchérit Thierry Baudet, découle d'une attitude culturelle générale que j'ai identifiée comme "oikophobe", faite de détestation de soi, de ses propres traditions, de son identité nationale, de sa culture. »

La contestation de la mondialisation et des technostructures trouve des partisans à droite comme à gauche. Les succès électoraux, sur ce terreau, de Syriza en Grèce ou du PTB en Belgique le démontrent. Pareillement, il est éloquent de constater que les traités commerciaux internationaux, TTIP ou Ceta, suscitent l'opposition autant des « petits Blancs » du Midwest américain, soutenus par Donald Trump, que des agriculteurs wallons, appuyés par le gouvernement de centre-gauche de Paul Magnette.

Pour le géographe Christophe Guilluy, il faut y voir le résultat d'un mécanisme à l'œuvre depuis les années 1960 et 1970 : « L'ouverture aux logiques de marché, le virage de la gauche et son acceptation du système libéral à partir du début des années 1980, l'intégration européenne soutenue à l'origine partout, y compris par les milieux populaires, et soldée par une accélération du libre-échange. » Au contraire peut-être de son homologue belge, l'évolution du Parti socialiste français s'inscrit pleinement dans cette logique. Christophe Guilluy y voit une adhésion « au modèle américain et à la mondialisation anglo-saxonne » qui rend la société française de plus en plus « inégalitaire, socialement et territorialement ». Par étonnant dès lors que le Front national doive en grande partie sa progression électorale de ces dernières années aux habitants de la France périphérique qui accumulent les sources d'inégalités (chômage, écarts de revenus, absence de diplômes, familles monoparentales...).

La droite républicaine, rempart contre Le Pen

La transposition à la France de la conjoncture américaine a sans doute des limites. Il n'en demeure pas moins que Marine Le Pen est la personnalité d'extrême droite la mieux placée en Europe pour accéder au poste suprême et diriger un gouvernement. Qui plus est, l'actuel paysage politique français lui est plutôt favorable : une gauche socialiste considérablement affaiblie par la présidence Hollande, une gauche radicale incapable de forger un minimum d'unité, un électorat ouvrier qui s'est détourné des partis traditionnels et que l'extrême gauche ne parvient à séduire qu'à la marge... Sauf météorite Macron, il ne restera donc plus guère que la droite républicaine, réellement unie derrière le mentor qu'elle

se choisira le 27 novembre, pour faire barrage à la fille Le Pen.

Mais quand bien même la droite classique reviendrait au pouvoir à Paris en 2017, cela n'exonérerait pas les élites politiques, médiatiques et intellectuelles, en France et en Europe, d'un indispensable travail introspectif sur leurs responsabilités dans la désaffiliation politique et culturelle des perdants de la mondialisation, avec cette interrogation comme fil conducteur : « L'économie fait-elle encore société ? » Les élites ne peuvent plus s'obstiner dans leur aveuglement, en recourant à la voie parlementaire pour faire adopter un traité européen rejeté par consultation populaire ou en pétitionnant pour refaire un référendum sur le Brexit sous prétexte que, lors de la première édition, les votants ne savaient pas vraiment ce qu'ils faisaient. Aux « démocrates de papier », il n'est pas

utile de rappeler, avec Christophe Guilluy, que « la démocratie repose sur le principe qu'un "ouvrier abruti" comme un "intellectuel éclairé", sont également capables de décider du destin de leur pays ». ♦

Les prochaines échéances ou cela pourrait basculer

L'actualité des prochains mois fournira des occasions de vérifier la contagion du référendum pour le Brexit et de l'élection présidentielle américaine en Europe.

Autriche. Le 4 décembre, l'élection présidentielle, réorganisée après l'annulation du scrutin du 22 mai pour irrégularités de procédure, oppose le candidat écologiste Alexander Van der Bellen à son rival d'extrême droite, membre du Parti de la liberté (FPÖ), Norbert Hofer.

Celui-ci espère bénéficier d'un « effet Trump » pour renverser la tendance qui avait permis la courte – et éphémère – victoire de Van der Bellen au printemps. Ce dernier a excipé du séisme vécu le 8 novembre aux Etats-Unis pour appeler les Autrichiens « à se réveiller ».

Pays-Bas. Le Parti pour la liberté (PVV) du dirigeant populiste Geert Wilders truste les premières places des sondages, en concurrence directe avec la formation du Premier ministre sortant Mark Rutte, le Parti populaire libéral et démocrate (VVD), dans la campagne pour les

législatives du 15 mars 2017. Geert Wilders partage avec Donald Trump, outre la coiffure peroxydée, un rejet de l'establishment et de l'immigration. Même vainqueur des élections, le PVV aurait peu de chance d'accéder au pouvoir, obligé qu'il serait de constituer une coalition de gouvernement. Mais un succès, dans un des pays fondateurs de l'Union, serait un nouveau coup de semonce pour l'Europe.

France. Le premier tour de la primaire de la droite ce 20 novembre et, plus encore, le second une semaine plus tard, évalueront l'impact que l'accession à la présidence de Donald Trump a pu provoquer sur un de ses potentiels bénéficiaires par proximité idéologique, Nicolas Sarkozy. Et selon que celui-ci ou Alain Juppé sortira vainqueur de cette bataille initiale, le positionnement de la principale rivale de la droite française, Marine Le Pen, variera lors de la confrontation présidentielle finale des 23 avril et 7 mai 2017. Mais quoi qu'il en soit, avec l'espoir d'écrire l'histoire sur les traces du nouveau président américain.

Frans Timmermans : sauvegarder la classe moyenne

Le vice-président de la Commission européenne et commissaire européen en charge, notamment, de l'Etat de droit, le socialiste néerlandais Frans Timmermans (photo), a accordé une interview à l'hebdomadaire Knack. Dans ces extraits, il exprime son sentiment sur le populisme croissant en Europe.

Dans votre livre *Fraternité* (éd. Philippe Rey, 96 p.), vous plaidez pour la fin de l'indifférence. Pourquoi ?

Il y a, dans notre société, quelque chose de bizarre : un désespoir ancré, fait de cynisme, de nostalgie et de déni des faits sur le mode « la réalité n'est pas positive ; donc je ne l'accepte pas ». Pour moi, la solidarité n'équivaut pas à de l'altruisme. La solidarité est la manifestation d'un intérêt personnel bien compris. Mais si l'intérêt personnel n'est plus bien compris ou perçu, alors, cette solidarité se dilue. Et nous devenons indifférents au sort des autres. Dans ce cas, faire un appel moral à l'altruisme des gens n'a pas de sens.

Dès lors, que faut-il faire ?

La restauration de la solidarité commence par la sauvegarde des intérêts essentiels de la classe moyenne européenne. Nos sociétés

modernes, complexes, ne se constituent pas du haut vers le bas, mais à partir du milieu. La classe moyenne en est l'axe essentiel. Mais cette catégorie de la population se sent abandonnée, laissée-pour-compte, orpheline.

La fraternité, comme vous l'appelez, ne subit-elle pas aujourd'hui une énorme pression ?

Je continue à croire que les gens aiment réellement faire le bien et désirent être solidaires avec les autres, du moins tant qu'ils ne se sentent pas menacés. Des millions d'Européens doivent s'habituer au fait que, pour la première fois en septante ans, leurs enfants auront vraisemblablement une vie moins facile qu'eux-mêmes. Nous devons y répondre en proposant un projet dans lequel ils peuvent croire, dans lequel ils voient des opportunités. Récemment, je me trouvais à Rennes. Une dame m'a interpellé pendant la conférence en clamant que l'Europe l'avait abandonnée, que seul le grand capital comptait et que des millions d'étrangers s'étaient emparés des emplois. La salle a réagi, choquée. Pourtant cette dame a marqué un point. Nous devons oser le reconnaître.

ENTRETIEN : MICHEL VANDERSMISSEN

« S'IL NE PROTÈGE PAS, ON DISPARAÎTRA »

Christophe Guilluy, le géographe qui a identifié la France périphérique des perdants de la mondialisation, est pessimiste sur l'avenir de nos démocraties. Si les élites ne font pas leur révolution culturelle, « tout est possible », y compris une victoire de Marine Le Pen à la présidentielle.

ENTRETIEN : GÉRALD PAPY

Christophe Guilluy avait jeté un pavé dans la mare de la pensée unique de la gauche et de la droite en publiant, en 2014, *La France périphérique* (Flammarion), le portrait de cet Hexagone des petites villes et des zones rurales où peinent à survivre les classes populaires laissées-pour-compte de la mondialisation. Son nouvel ouvrage *Le crépuscule de la France d'en haut* (1) met en évidence la responsabilité des élites politiques, intellectuelles, journalistiques dans l'abandon de ces populations qui se vengent aujourd'hui en cédant aux sirènes électorales populistes. Rencontre.

Que renferme la notion de France périphérique ?

J'ai étudié la recomposition sociale des territoires pour m'apercevoir que ceux qui faisaient hier le socle de la classe moyenne – ouvriers, employés, jeunes et retraités de ces catégories, petits paysans... – vivaient aujourd'hui très loin des grandes métropoles qui produisent l'essentiel des richesses et des emplois. La France périphérique se situe dans de petites et moyennes villes et dans des zones rurales. Vous avez là les perdants de la mondialisation. En revanche, les grandes métropoles concentrent sociologiquement et culturellement la majorité des cadres. Elles attirent les bénéficiaires de la mondialisation. Et elles ont vécu une recomposition démographique : l'immigration y a remplacé la classe moyenne. Cela explique la grande colère des peuples en Europe et aux Etats-Unis.

Vous pointez une forme d'hypocrisie des classes supérieures qui se disent favorables à la mixité sociale tout en s'arrangeant pour ne pas y être confrontées au quotidien ?

Je me moque un peu des catégories de la France d'en haut qui vantent les valeurs de la diversité, de l'ouverture... mais qui, dans les faits, pratiquent le grégarisme social. Elles évitent les quartiers d'immigrés et, pour leur progéniture, les collèges où sont scolarisés des enfants d'immigrés. Les milieux qui, en France, défendent le plus l'ouverture, à savoir les formations politiques de gauche, la presse, le monde de la culture... sont aussi ceux qui sont les plus homogènes socialement et ethniquement. Bref, le discours de la société ouverte n'est qu'un discours. En cela, la bourgeoisie d'aujourd'hui est beaucoup

plus intelligente que celle d'hier parce qu'elle a compris que pour être tranquille, il fallait montrer un visage ouvert. Or, le thème même de la société ouverte est synonyme de promotion de la loi du marché. D'ailleurs, le grand patronat partage le même discours. Il se sert de cet éloge de la diversité pour

brouiller la perception des classes sociales. Un constat qui vaut pour la France comme pour les Etats-Unis. C'est le mythe du nouvel entrepreneuriat véhiculé par la Silicon Valley : « Nous sommes des patrons, oui. Mais nous sommes aussi des gens sympathiques, ouverts sur le monde, sur l'immigré, sur l'autre. Et nous ne sommes pas seulement là pour faire du fric. » Or, c'est faux. Le modèle de la Silicon Valley adopte les mêmes mécanismes que la bourgeoisie d'hier : captation des richesses et du patrimoine, entre-soi très fort, réseautage...

« On fait porter beaucoup trop de choses sur le dos des classes populaires »

sous-jacent est que vous brouillez les cartes et donnez l'impression de ne pas être bourgeois. C'est pourquoi le terme « bobo » énerve tant ce qu'il faut bien considérer comme une nouvelle bourgeoisie.

L'élite réduit la France périphérique à des gens « ringards » et « pétainistes », dénoncez-vous.

Le survote en faveur du Front national y est quand même une réalité ?

Gens d'en haut, gens d'en bas : sur la question du rapport à l'autre, nous sommes tous identiques et pratiquons tous une certaine ambivalence. On peut être raciste le matin et bienveillant l'après-midi. Le racisme ne s'exprime pas uniquement chez les électeurs du Front national. De surcroît, dans la France périphérique, il y a aussi, à côté du vote FN, le problème de l'abstention. Les classes populaires ont enclenché un fort processus de désaffiliation des partis traditionnels. C'est pourquoi je parle du « crépuscule de la France d'en haut ». Elle n'est plus audible par les gens d'en bas. Et pour la première fois, les catégories supérieures ne sont plus considérées comme un modèle à suivre. Sauf révolution culturelle en haut, ces gens ne reviendront pas vers les formations traditionnelles. Le problème majeur réside dans le modèle économique qui crée beaucoup d'argent et de richesse mais n'intègre pas la majorité de la population.

La responsabilité de cette situation incombe-t-elle aux politiques, aux journalistes, aux intellectuels ?

Domine toujours au sein de l'élite cette idée que les catégories

populaires sont composées de personnes qui ne pensent pas, qui sont mal éduquées, qui ne sont pas assez mobiles, qui n'arrivent pas à s'adapter... Or, dans toute l'Europe, elles ont joué le jeu. Elles n'étaient pas a priori contre la mondialisation. D'ailleurs, elles ont le plus souvent accepté, dans le secteur privé, une évolution de leurs conditions de travail, plus de temps partiel, plus de flexibilité... Sauf qu'au final, elles ont bien dû constater que leur niveau de vie a baissé, que les champs du possible se sont restreints... Il faut rappeler que le chômage en Europe, ce n'est pas celui des cadres. Celui-là navigue toujours aux alentours des 4 ou 5%, quasi le plein emploi. Le chômage, c'est avant tout celui des ouvriers, des employés, des petits... Depuis trente ans, ceux-là subissent concrètement la précarisation. C'était vrai pour eux ; c'est vrai maintenant pour leurs enfants. En plus, on leur balance les mérites de la société multiculturelle qu'ils n'ont pas choisie et pour laquelle on n'a d'ailleurs aucun mode d'emploi. On fait porter beaucoup trop de choses sur leur dos. Ils se disent en définitive que le modèle économique qu'on leur a vendu ne leur a pas bénéficié. Ce diagnostic est purement rationnel. Or, les « experts » en tirent comme conclusion qu'ils sont « ringards » et « racistes ». Cet antifascisme-là est une arme de classe. Discréditer les classes populaires permet de mettre un voile sur le problème fondamental : nous vivons une sortie de la classe moyenne de toutes ces catégories de la population qui y avaient auparavant leur place. C'est le ferment du vote populiste. Je ne prétends pas qu'il n'y a pas de racistes ou de sexistes au sein de l'électorat de Donald Trump. Mais il y en a autant à gauche qu'à droite.

→ La France, selon vous, est devenue « une société américaine, inégalitaire et multiculturelle ».

Est-ce le même phénomène à l'œuvre aux Etats-Unis et en Angleterre ?

Il existe bien sûr des spécificités nationales. Mais la dynamique a les mêmes ressorts, sociaux-économiques. On a longtemps cru que le rapport aux immigrés serait différent aux Etats-Unis parce que c'est un pays d'immigration. Eh bien, non. Le système économique mondialisé a créé un modèle sociétal qui est multiculturel. Dans cette logique, personne, quelle que soit son origine, n'a envie de devenir minoritaire. Donc, chaque communauté va tout faire pour rester à peu près majoritaire au moins dans un endroit, une commune, un quartier, un immeuble... Cela va influencer le choix de résidence, de l'établissement scolaire des enfants. Inévitablement, une certaine distance va s'installer par rapport à l'autre. Etant donné que le capital social et culturel est très important pour les catégories modestes de la population, les relations proches deviennent primordiales. Ce phénomène explique que le vote populiste prospère tant chez les « gens d'en bas ». En France, on a cru que développer un modèle de société plus civilisationnel, jugé meilleur que l'anglo-saxon, préserverait de ce phénomène. Mais, en adhérant au même système économique, on a fini par suivre les mêmes logiques et subir les mêmes tensions et « paranoïas » identitaires.

Le salut passe-t-il par une réforme de la mondialisation ?

Si la classe politique, de gauche ou de droite, veut survivre au tsunami qui est en train d'emporter les démocraties, elle va devoir se tourner vers le peuple ; ce qui aurait dû être toujours le cas, car c'est le fondement de la démocratie. Je pousse la gauche à investir ces sujets-là. L'économiste Philippe Cohen a écrit dans les années 1990 un livre intitulé *Protéger ou dis-*

paraître (Gallimard). On en est là : si on ne protège pas, on disparaît. C'est ce que demandent les gens : de la protection. Ce qui me frappe, c'est que les élus locaux, de gauche ou de droite, dressent en général les bons diagnostics des difficultés de leur territoire. Ils ne sont pas « hors sol ». En revanche, ils rencontrent énormément de difficultés à faire comprendre les intérêts de ces catégories populaires à leur propre parti. Dans le même ordre d'idées, 100 % des universitaires et des intellectuels estiment que la mondialisation doit s'appuyer sur de grandes métropoles, la « métropolisation ». Il n'y a même pas débat. On meurt de cela. On en est arrivé à un tel niveau d'intimidation de la part des intellectuels et des journalistes que, même quand une réalité est mise au jour, ils n'osent pas la relayer parce que « c'est compliqué », parce que « cela ferait le jeu de... ». De la sorte, on sert la parole des populistes sur un plateau à ces catégories de la population.

Un boulevard s'ouvre-t-il pour le Front national ?

Peut-on assister au printemps prochain en France

à une « révolution Marine Le Pen » sous le mode Trump ?

Tout est possible. La dynamique actuelle nous dit cela. La France d'en haut reste dans une démarche où il faudrait « réduire les masses » : elles n'ont rien compris ; donc, on va leur expliquer. C'est le contraire qu'il faut faire : se mettre au niveau des gens et comprendre ce dont ils ont besoin. Si les seuls à les écouter sont le Front national et les partis d'extrême droite ailleurs en Europe, on va au-devant d'une catastrophe. Une révolution culturelle en haut est donc nécessaire. Et il faut réaffirmer un rapport de classes. J'habite Paris. J'assume d'être identifié à la France

d'en haut. Ce qui me dérange, c'est de participer à une confusion des classes. Les gens d'en bas ne le supportent plus. Le système ne peut pas tenir seulement grâce au 1 % des ultrariches qui bénéficient le plus de la mondialisation. Il tient aussi grâce à cette nouvelle bourgeoisie qui est dans la même logique économique et culturelle, qui profite aussi des dividendes de la globalisation et qui se donne bonne conscience en rejetant la responsabilité des inégalités sur ce fameux 1 %.

**« Le discours
de la société
ouverte n'est
qu'un discours »**

Vous écrivez que « ce que la classe dominante appelle le repli est en fait une réponse à une société libérale qui détruit toute notion de solidarité ». Un sursaut de solidarité pourrait-il finalement émerger des classes populaires de cette France périphérique ?

Les habitants des zones rurales partagent leur véhicule pour aller au boulot. Ils ne se sont pas dit que ce serait sympa de consommer moins d'essence. Ce mode de partage s'est imposé à eux par le niveau de leurs revenus. Quand on n'arrive pas à boucler les fins de mois, le lien social se renforce mécaniquement. Cette solidarité est contrainte. Elle existe aussi bien dans la France périphérique qu'en banlieue. Simple-ment parce que c'est une nécessité. ♦

(1) *Le Crépuscule de la France d'en haut*, par Christophe Guilluy, éd. Flammarion, 254 p.

